

Le Matin (Morocco), 10 April 2006

Alessandro Minuto Rizzo : «La réunion de l'OTAN à Rabat, a été une étape vers un partenariat avec les Arabes»

«Il y a déjà deux ou trois ans que, du côté des pays arabes, il y avait ce sentiment que ce sont les pays de l'Alliance qui essaient d'imposer leurs vues sur le plan sécuritaire... et que les pays seraient plutôt des objets de la stratégie de l'Alliance. On a compris qu'on avait peut-être mal choisi nos termes». C'est à partir de ce constat, aujourd'hui dressé par le Secrétaire général délégué de l'OTAN, que les pays membres de l'Alliance tentent de réorienter leur stratégie. Ils veulent instaurer le dialogue avec les pays partenaires sur des bases qui se veulent concrètes : à Rabat, un premier pas aurait été amorcé vers un partenariat partagé.

Le Matin : Le Conseil de l'OTAN a tenu, le 7 avril à Rabat, sa première réunion dans un pays arabe qui compte parmi les partenaires de l'Organisation. Au-delà de la symbolique politique dont tout le monde a parlé, quel est le sens concret de cette rencontre ?

Alessandro Minuto Rizzo : L'aspect symbolique et de principe peut paraître banal, mais il est important dans le cas de cette rencontre. Car, non seulement, c'est la première fois que le Conseil de l'OTAN fait le déplacement pour une réunion dans un pays arabe, mais c'est la première fois aussi qu'il se tient en dehors des Etats membres, dans un pays partenaire.

Ce qu'il faut aussi souligner, au niveau toujours de la symbolique, c'est que le Conseil de l'OTAN est un organe de gestion des crises et de prise des décisions. Un Conseil qui se réunit donc à Rabat est habilité à prendre des décisions importantes qui engagent l'Alliance. Ce n'est donc pas aussi banal que cela puisse paraître à première vue.

Enfin, tenir la réunion du Conseil de l'OTAN à Rabat marque la volonté concrète de développer le partenariat que l'Alliance a contracté avec les pays méditerranéens et notamment les pays arabes.

Promouvoir ce partenariat n'est pas chose simple ni aisée.

Il n'existe pas de traditions dans ce sens. L'idée du dialogue méditerranéen a vu le jour en 1994, mais nous n'avons pas beaucoup travaillé depuis. Tout le monde n'était pas d'accord sur la priorité de ce dialogue, cependant depuis deux ou trois ans, il y a une sorte de consensus qui s'est installé.

Aujourd'hui, face aux défis qui nous menacent tous, tout le monde semble d'accord qu'il faut avancer dans cette coopération.

La raison en est plutôt évidente : aujourd'hui la sécurité est globale. Un danger pour le Maroc peut être un danger pour l'Espagne ou pour l'Allemagne. Nous sommes dans un monde où il faut désormais créer davantage de liens parmi les pays qui pourraient être des cibles pour ces menaces.

Il ne s'agit pas de dire qu'il y a une menace précise à laquelle nous sommes confrontés, mais nous vivons dans un monde complexe et compliqué, où des choses peuvent se préparer dans une région et se produire dans une autre.

Vous avez choisi le Maroc pour réunir cette première rencontre du genre du Conseil de l'OTAN, dont vous précisiez à l'instant l'importance. Quelle place occupe ce pays parmi les partenaires de l'OTAN ? Est-il vrai que le Maroc est habilité à jouer un rôle important dans le dialogue méditerranéen ?

Il y a toujours un intérêt mutuel qui est exprimé dans ce genre de situation. D'un côté l'OTAN trouve son intérêt à tenir cette première réunion du Conseil avec les partenaires au Maroc. De l'autre, le Maroc trouve aussi son intérêt à abriter cette réunion. Les deux volontés se sont retrouvées. C'est comme dans le mariage, il faut être deux. Et comme disent les Américains, pour danser le tango il faut être deux.

Naturellement, le fait de se trouver dans un pays arabe change la façon dont les gens raisonnent.

Quand vous êtes à Bruxelles, vous avez à l'ordre du jour l'OTAN évidemment plusieurs questions d'actualité, notamment la situation dans les Balkans, en Afghanistan ou en Irak, le terrorisme... c'est toujours discuté, naturellement de manière sérieuse, mais d'un même point de vue, celui des pays membres.

C'est un peu lointain. Mais lorsque vous êtes dans une réunion comme celle qui s'est tenue à Rabat, dans un pays arabe, les gens manifestent de l'intérêt à discuter, cela pousse évidemment vers une volonté d'améliorer les choses. On comprend mieux qu'il y a de bonnes raisons pour être ensemble.

Encore une fois, il faut faire un grand effort de compréhension. Car, comme je l'ai déjà dit, l'habitude n'est pas celle de la coopération. Elle n'est pas non plus d'hostilité, mais il y a tout de même des différences et une méconnaissance mutuelle.

Au cours de la réunion de Rabat, le Maroc a souligné l'exigence de faire approprier le dialogue par les pays partenaires de l'OTAN. L'Organisation est-elle aujourd'hui d'accord sur une telle orientation pour le moins nouvelle ?

Tout a fait. Cela va dans le même sens que ce que je disais à l'instant au sujet du manque de tradition de décisions communes. On s'est rendu compte, il y a déjà deux ou trois ans que du côté des pays arabes, il y avait ce sentiment que ce sont les pays de l'Alliance qui essaient d'imposer leurs vues sur le plan sécuritaire...et que les pays seraient plutôt des objets de la stratégie de l'Alliance.

On a compris qu'on avait peut-être mal choisi nos termes. A la suite du sommet d'Istanbul, en 2004, j'ai fait personnellement, sur mandat du Conseil de l'OTAN, une tournée dans les pays arabes de la Méditerranée pour demander s'il y avait une volonté de continuer ce partenariat.

On ne peut pas prétendre convaincre les gens lorsqu'ils ne le sont pas eux-mêmes. C'est la pire façon d'avancer que de le faire. Au Maroc, comme en Jordanie, comme en Algérie, tout le monde manifestait la volonté de continuer les choses. L'objectif est d'aller vers le sens d'une coopération partagée.

Du point de vue de l'Alliance, nous sommes plutôt contents lorsque nous recevons des propositions de la part des pays arabes. Car, ils peuvent mieux exprimer leurs intérêts que nous les deviner.

Vous vous intéressez au dialogue dans l'espace méditerranéen, ce même espace où l'Europe peine à instaurer la communication. Le conflit du Moyen-Orient étant le point d'achoppement sur lequel bute tout dialogue, et la polémique autour du traité de lutte contre le terrorisme lors du sommet anniversaire de Barcelone l'a prouvé. Comment appréhendez-vous cette situation ?

Il faut préciser que l'Alliance n'est pas partie prenante dans le dialogue de paix au Proche-Orient. Elle ne fait pas partie des membres impliqués directement dans le dialogue et n'a aucune ambition de le devenir. Encore une fois, l'Alliance est assez puissante, mais n'a pas la prétention de patronner le monde. Si personne ne résout ces problèmes, je ne vois pas pourquoi l'OTAN pourrait le faire.

Il faut certainement veiller à conserver le dialogue politique et opérationnel que nous avons aujourd'hui avec nos partenaires méditerranéens, mais en même temps mettre sur les rails des choses que nous pouvons réaliser et parfaire ensemble. Il faut à mon sens cultiver ce qui nous unit. Si l'on s'arrête aux différences et aux questions susceptibles de nous diviser, nous ne pourrions, à mon avis, jamais coopérer. Il ne faut pas non plus que notre partenariat devienne l'otage de problèmes qui sont extérieurs au dialogue, si nous ne sommes pas en mesure de les résoudre.

Au coeur du dialogue méditerranéen, pourtant, vous soulevez des questions qui ne sont pas toujours objet de consensus. Le terrorisme, par exemple, n'a pas la même définition selon que l'on est en Israël ou en Palestine.

La façon que nous avons d'aborder ces problèmes n'est peut-être pas la meilleure, mais nous n'essayons pas de faire une analyse comparée d'un catalogue du concept du terrorisme. C'est très difficile, car il est vrai que le problème est parfois conçu différemment d'un pays à l'autre.

Chaque pays choisit donc de trouver sa propre définition du terrorisme et si elle est partagée par les autres, ils travaillent ensemble. Nous n'essayons donc pas de faire des catégories politiques ou philosophiques. Ca serait trop compliqué.

Est-ce que la politique n'influe pas sur les décisions de l'Alliance, notamment lorsque l'Organisation est prompte à réagir et à dénoncer la répression d'une manifestation civile au Belarus et qu'elle reste silencieuse sur des massacres dans d'autres régions du monde?

La situation au Belarus est une situation compliquée et très difficile que nous suivons de près. Avec le Belarus on essaye d'avoir une attitude assez sévère avec le pays, mais en même temps, on veut éviter de faire du mal à l'opposition et aux gens du pays.

Ce sont des gens qui souffrent de la dictature de Lukachenko. Il n'y donc pas une attitude de laxisme à l'égard de la Biélorussie, au contraire. Lorsque les gens sont empêchés de quitter le pays, nous réagissons et nous le faisons à chaque fois qu'il y a un événement qui nous interpelle.

Vous n'avez pas la même attitude au Proche-Orient ?

Encore une fois, nous avons une attitude à la fois pratique et pragmatique. Nous n'essayons pas de rentrer dans une discussion politique sur les avantages et les désavantages des uns et des autres, car nous savons que nous allons échouer. Nous essayons de travailler plutôt sur des choses lorsque tout le monde est d'accord.

Le message de l'OTAN à Rabat a été celui de favoriser la participation des pays partenaires de la Méditerranée, et notamment le Maroc, l'Algérie et Israël à ses opérations et manœuvres militaires. Quels sont, à la fois, les objectifs et la signification d'une telle décision ?

Il ne faut pas voir ces choses comme une position imposée par l'OTAN. C'est à chaque pays de décider lui-même. Cette opération navale veut dire simplement qu'il y a des bateaux de l'OTAN, auxquels la Russie, l'Ukraine et probablement le Maroc, l'Algérie et Israël vont participer dans le futur, qui essaient de faire un peu le contrôle de ce qui se passe dans les eaux de la Méditerranée, d'éviter qu'il y ait des gens avec des mauvaises intentions ou des armes de destruction massive. C'est dans l'intérêt de tout le monde. Ce n'est pas quelque chose qui sert celui uniquement de l'Europe ou que le Maroc est appelé à faire le gendarme des autres. C'est le Maroc participe, c'est qu'il a un intérêt direct à cela.

Quel serait-il ?

C'est une question à poser au gouvernement marocain. L'intérêt, je suppose, est celui d'abord de faire passer le message que le Maroc partage les préoccupations des autres pays du voisinage du Nord de la Méditerranée. C'est celui que le pays partage la même préoccupation pour le terrorisme et qu'il pense donner une contribution nationale à cette lutte.

Le Maroc, comme nombre de pays confrontés au problème, inclut dans le dialogue méditerranéen la question migratoire. Avez-vous une vision sur la manière dont ce fléau pourrait être combattu ?

La migration n'était pas à l'ordre du jour de nos discussions. Là encore, il y a plusieurs façons de définir la sécurité. Il y a la conception très large que beaucoup de pays arabes, je crois, partagent et dans laquelle ils incluent les problèmes de la migration. Il y a une conception plus classique,

sur laquelle nous nous sommes encore fixés, qui considère la menace à la sécurité en termes de politique, d'armes de destruction massive, de terrorisme, mais pas de migration.

On sait pourtant aujourd'hui que des infiltrations du terrorisme pourraient se faire par le biais de la migration clandestine ?

Nous essayons de contrôler ce phénomène, mais l'immigration en tant que telle n'est pas un objet de l'action de l'OTAN pour le moment.

Quelle est, finalement, votre impression après cette première réunion au Maroc?

Mon impression est très positive. Je crois que nous sommes petit à petit, et vos questions le montrent bien, en train de nous comprendre un peu mieux. Nous n'avons pas l'habitude de parler de ce genre de chose, et donc naturellement, d'un côté comme de l'autre, nous associons à un concept une certaine réponse qui n'est peut-être pas la même pour tout le monde. Il faut donc, à mon avis, se parler, avoir le contact en permanence et utiliser les mêmes mots dans la mesure du possible. Je cite un seul exemple, nous parlons toujours au sein de l'OTAN de la réforme de la défense.

Nous avons compris que dans certains pays arabes c'est un vocabulaire qui passe très mal. Il y a des gens dans certains pays qui pensent que «réforme de la défense» inclut la volonté des pays du Nord de réformer la manière dont un pays se défend, dans le sens politique. Ce n'est pas le sens que nous donnons au concept. Dans notre langage, « réforme de la défense » veut dire mise à niveau de l'instrument militaire de défense d'un pays. Ce qui devrait l'aider à se défendre mieux.

Pensez-vous qu'un long chemin vous sépare pour instaurer un dialogue cohérent et efficace ?

Nous sommes au début du chemin. Je suis même préoccupé par le fait que l'on puisse dérailler. C'est un processus encore fragile, qui est en train de s'améliorer.

Nous sommes, je crois, en train d'arriver à une masse critique de confiance, mais nous n'en sommes pas encore là. Il faut encore construire nos relations et surtout parler aux gens. Nous essayons, en fonction des moyens modestes que nous avons, d'organiser des séminaires dans les pays arabes pour parler aux gens.

Nous invitons, également, des groupes de personnalités et des étudiants à Bruxelles. C'est la base du dialogue, sinon nous restons chacun sur sa vision du monde.